

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Corruption : lancement du second cycle de l'examen du Gabon

Styve Claudel ONDO MINKO  
Libreville/Gabon

Le président de la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (CNLCCEI), Nestor Mbou, a convié les représentants des ministères du Pétrole, des Eaux et Forêts, de la Santé, de l'Enseignement supérieur, de l'Habitat et de l'Urbanisme, du Tourisme et les directeurs généraux de l'administration centrale et autres acteurs de la société civile, le 17 mars dernier, au lancement du processus du second cycle de l'examen du Gabon. Aux 44 participants à la réunion séquentielle en deux phases en raison du contexte de crise sanitaire, le responsable de l'institution de London a d'emblée rappelé que le Gabon a ratifié la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC), qui l'oblige, en tant qu'État-partie, à un examen périodique débutant par une auto-évaluation. " À compter de ce mois de mars, s'ouvre pour le Gabon le second cycle d'examen par les Républiques du Tchad et de la Libye ", a informé Nestor Mbou. Non sans indiquer que notre pays avait déjà reçu, en avril 2015, des experts de la Sierra Leone et du



Un instantané des échanges avec le président Nestor Mbou.

Laos dans le cadre du premier cycle du mécanisme d'examen de l'application de la Convention. Aussi, les hôtes de la CNLCCEI recevront-ils, incessamment, un questionnaire lié à l'application des dispositions conventionnelles des

2e et 5e chapitres de la Convention. Le calendrier de l'agenda des activités de ce cycle du mécanisme a été communiqué par le point focal de l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Séraphin Ondoumba.

Du 29 mars au 7 avril, première phase de collecte de données. Du 15 au 25 avril, deuxième phase de collecte de données. Le 3 mai, validation en plénière de la liste de contrôle par les commissaires membres, les personnalités de la

CNLCCEI et les experts sectoriels. Le 15 mai, soumission des réponses à la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation au secrétariat de l'ONUDC. À partir du 16 mars, début de la phase d'évaluation par les pays pairs.

### BRÈVE FAO-CEEAC : REVUE DES INITIATIVES CONJOINTES

Le Représentant du bureau sous-régional de la FAO, Helder Mutéia, et le président de la Commission de la Communauté des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Gilberto Da Piedade Verissimo, ont récemment échangé par vidéoconférence. La rencontre visait à passer en revue des initiatives conjointes en cours et à identifier les perspectives de collaboration en vue de renforcer les synergies afin de réduire la pauvreté; ainsi qu'améliorer la gestion des ressources naturelles, la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ainsi, Helder Mutéia, s'est réjoui de la réforme de la Commission de la CEEAC qui a connu un franc succès en décembre 2020, mais aussi de la réunion des ministres et du sommet des chefs d'États, qui a consacré l'endossement de haut niveau du cadre stratégique 2021-2025 de l'institution

## Akanda : recensement des opérateurs économiques

L.R.A.  
Libreville/Gabon

UNDI dernier, l'édile de la commune d'Akanda, au nord de la capitale, Yvon-Patrick Rombogouera, a officiellement lancé une vaste opération de recensement digitale par géolocalisation des opérateurs économiques de sa localité. Une opération qui consiste à disposer d'un fichier des acteurs économiques exerçant dans la commune. L'objectif étant de posséder une base de données numériques de ces contribuables actualisée et mieux renseignée. Ladite base de données sera exploitée en temps opportun par les ad-

ministrations comme la direction générale des impôts, le trésor et bien d'autres. Partenaire technique de la mairie, c'est la société I-Link world corporation, spécialisée dans la recherche et le développement de solutions mobiles, qui mènera à bien ces recensements. Pour Yvon-Patrick Rombogouera et ses équipes, c'est le fruit d'un travail de longs mois, l'aboutissement d'une longue réflexion pour se munir d'un fichier sécurisé et à jour des opérateurs économiques de sa localité. Une opération en phase avec la mise en place de l'important projet de digitalisation fiscale nationale initié par les plus hautes autorités.



Les équipes sur le terrain pour le recensement dans la commune d'Akanda.